



UNIVERSITAT DE BARCELONA



DROIT DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'HABITAT ET PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE: APPROCHE COMPARATIVE.

LES SOLUTIONS ÉTRANGÈRES: ESPAGNE

**Dr. Juli Ponce Solé,
Université de Barcelona**

28 juin 2006, UNIVERSITÉ DE PARIS I
CERDEAU-CENTRE D'ETUDES ET DE
PROSPECTIVE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR-
GRIDAUH





- 1. INTRODUCTION
- 2. LE CADRE CONSTITUTIONNEL
- 3. LE CADRE LÉGAL: QUELLE EST LA TRADUCTION NORMATIVE DE L' OBJECTIF DE L' INTEGRATION DE LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE DANS LA PLANIFICATION, LA CONCEPTION ET LA GESTION DES BÂTIMENTS?
- 4. QUELQUES RÉFLEXIONS FINALES



1. INTRODUCTION.

1.1. QUELQUES DONNÉES

1.1.1. LA DÉLINQUANCE AUGMENTE À L' ESPAGNE

1.1.2. LA PEUR À LA DÉLINQUANCE À L' ESPAGNE
AUGMENTE

1.1.3. LE RÔLE DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE À L' ESPAGNE
AUGMENTE. LES LIMITES LÉGALES LIÉES AUX ESPACES
PUBLIQUES (LOI 23/1992, DE 30 JUILLET, DE SÉCURITÉ
PRIVÉE).

1.1.4. CERTAINS CHANGEMENTS URBAINS FAVORISENT
LA CROISSANCE DE LA DÉLINQUANCE ET LA PEUR À LA
DÉLINQUANCE: DE L' EXPANSION URBAINE ET LES
“*GATED COMMUNITIES*” AU SURGISSEMENT DES
QUARTIERS EN DIFFICULTÉS

2. LE CADRE CONSTITUTIONNEL

2.1. ASPECTS DE COMPÉTENCE: LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, L'URBANISME ET LE LOGEMENT DANS UN ÉTAT DÉCENTRALISÉ

2.1.1. SÉCURITÉ PUBLIQUE (ART. 149.1.29 DE LA CONSTITUTION ESPAGNOLE)

2.1.2 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, LOGEMENT ET URBANISME (ART. 148.3 CONSTITUTION ESPAGNOLE ET DIFFERENTS *ESTATUTOS DE AUTONOMIA* DE LES COMMUNAUTES AUTONOMES)

2.1.3 CONCLUSION: L'ÉLAN ACTUEL PROVIENT DU NIVEAU REGIONAL ET LOCAL.

2.2. ASPECTS MATÉRIELS: SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DROIT A LA VILLE (ARTICLES 47 ET 104 DE LA CONSTITUTION ESPAGNOLE).



3. LE CADRE LÉGAL: QUELLE EST LA TRADUCTION NORMATIVE DE L' OBJECTIF DE L' INTÉGRATION DE LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUENCE DANS LA PLANIFICATION, LA CONCEPTION ET LA GESTION DES BÂTIMENTS?

3.1. STRATÉGIES DEVELOPÉES

3.1.1. PLANIFICATION

3.1.2. DESSIN URBAIN

3.1.3. GÉSTION URBAINE.

3.1.1. PLANIFICATION

3.1.1.1. PLANIFICATION TERRITORIAL ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE: LES *PLANES DE ORDENACION DEL TERRITORIO* ET SES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ URBAINE.

3.1.1.2. PLANIFICATION LOCALE: LES *PLANES DE URBANISMO*

3.1.1.2.1. PLANIFICATION, COHÉSION SOCIALE ET DÉVELOPEMENT URBANISTIQUE SOUTENABLE: MIXITÉ URBAIN, CAPITAL SOCIALE ET SURVEILLANCE NATURELLE EN PLUSIEURS LOIS AUTONOMIQUES.

3.1.1.2.2. PLANIFICATION ET *GATED COMMUNITIES*

3.1.1.2.3. PLANIFICATION ET LIEUX DE CULTE: SÉCURITÉ URBAINE ET UTILISATION DU SOL AUX FINS RELIGIEUX



3.1.2. DESSIN URBAIN

3.1.2.1 SURVEILLANCE NATURELLE: LA
LÉGISLATION EN MATIÈRE D'ÉCLAIRAGE (LOI
CATALANE 6/2001, DE 30 MAI, DE
L'AMÈNAGEMENT AMBIENTAL DE L'ÉCLAIRAGE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
NOCTURNE.

3.1.2.2. CODES TECHNIQUES DE L'ÉDIFICATION.



3.1.3. GÉSTION URBAINE.

3.1.3.1. LA VIDÉOSURVEILLANCE (LOI ORGANIQUE 4/1997, DE 4 D'AOÛT, DE REGULATION DE L'UTILISATION DE VIDÉOCAMÉRAS POUR LES CORPS DE SECURITÉ EN ENDROITS PUBLIQUES). LES LACUNES LÉGALES PAR RAPPORT AU VIDÉOSURVEILLANCE UTILISÉES PAR DES PRIVÉS.

3.1.3.2. LES NOUVELLES NORMES LOCALES EN MATIÈRE DE CIVISME



3.2. ÉVALUER ET PRÉVENIR LES RISQUES QUE PEUT ENTRAÎNER UN PROJET DE CONSTRUCTION POUR LA PROTECTION DES PERSONES ET DES BIENS CONTRE LA DÉLINQUANCE.

3.2.1. EVALUATION ET PRÉVENTION ET ORGANISATION ADMINISTRATIVE: LA LOI CATALANE 2/2004, DE 4 JUILLET, D' AMEILLEMENT DES QUARTIERS, ZONES URBAINES ET VILLES QUI ONT BESOIN D' UNE ATENTION SPÉCIALE. (UNE LOI ANTI-GUETO PRÉOCCUPÉE PAR LA SÉCURITÉ).

3.2.2. EVALUATION ET PRÉVENTION ET PROCÉDURES DE PLANIFICATION: LA RÉGULATION LÉGALE DES PLANS INFORMATIFS ET DE LA JUSTIFICATION DE LA DÉCISION PRISE.



3.2.2.1. LES CARTES DE *HOT SPOTS*

3.2.2.2. LES MÉMOIRES DES PLANS D'URBANISME. LA MÉMOIRE "SOCIALE"

3.2.2.3. LES PROBLÈMES DE RESPONSABILITÉ POSÉS PAR LES ERREURS ÉVENTUELLES DANS LE CADRE DU DIAGNOSTIQUE DE SÉCURITÉ

3.2.3.1. DROIT A UNE BONNE ADMINISTRATION ET AU PROCÉDURE ADMINISTRATIVE.

3.2.3.2. DISCRÉTIONALITÉ, ANNULATION JUDICIALE DES DÉCISIONS POUR NON RAISONNÉES OU NON RAISONNABLES ET RESPONSABILITÉ PATRIMONIALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES: ARRÊT DU *TRIBUNAL SUPREMO* ESPAGNOL DE 18 DÉCEMBRE 2000



4. QUELQUES RÉFLEXIONS FINALES.

4.1. EST L'URBANISME SÉCURITAIRE UNE MENACE POUR LA INTIMITÉ?

4.2. SIGNIFIE UN CONTROL SOCIAL EXCESSIF?

4.3. EST EFECTIF OU SEULEMENT PROVOQUE UN DÉPLACEMENT DE LA DÉLINQUANCE?

4.4. IMPLIQUE UNE PERTE DE QUALITÉ ESTHÉTIQUE DE LA ARCHITECTURE? PEUT PROVOQUER EFFECTS OPOSÉS AUX POURSUIVIS?

4.5. INSÉCURITÉ ET CHANGEMENTS URBAINS. LA FIN DE LA VILLE EUROPÉENNE? QUEL RÔLE POUR LE DROIT?